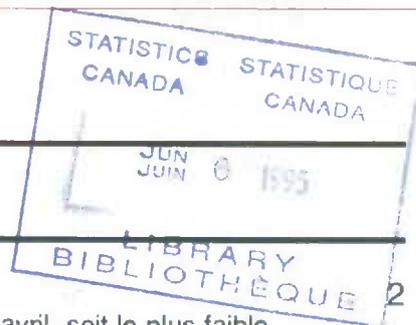


Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 6 juin 1995
 Pour être diffusé à 8 h 30



PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Permis de bâtir, avril 1995**
 Les municipalités ont émis des permis de bâtir pour 2,0 milliards\$ en avril, soit le plus faible niveau en plus d'un an. Une chute importante de la valeur des permis non résidentiels a éclipsé la première augmentation observée dans le secteur résidentiel cette année.
- **Enquête sociale générale: l'ordinateur en milieu de travail, 1994** 5
 L'introduction de l'ordinateur en milieu de travail influence tant la nature du travail que la perception des Canadiens quant à leur emploi.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Enquête sur les anticipations à court terme 7
- Ventes des grands magasins, avril 1995 7
- Produits chimiques industriels et résines synthétiques, avril 1995 8
- Faits saillants de la revue des céréales et des graines oléagineuses, mars 1995 8

NOUVELLES PARUTIONS 9

CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX 10



PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

Permis de bâtir

Avril 1995

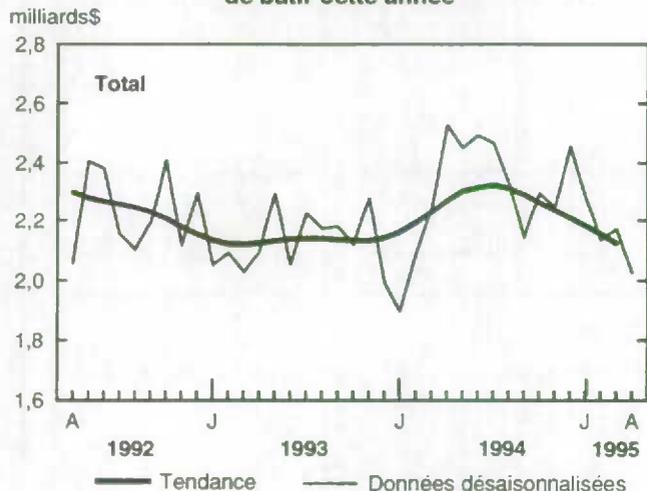
Les municipalités ont émis des permis de bâtir pour 2,0 milliards\$ en avril, soit le plus faible niveau en plus d'un an. Une chute importante de la valeur des permis non résidentiels a éclipsé la première augmentation observée dans le secteur résidentiel cette année.

Le recul de 6,6% en avril constituait la troisième baisse mensuelle cette année de la valeur des permis de bâtir émis par les municipalités, qui est un baromètre de l'activité de construction future. La valeur globale est la plus faible à être observée depuis février 1994, lorsqu'elle s'était également chiffrée à 2,0 milliards\$.

Le recul est survenu malgré un léger relâchement des taux d'intérêt. Les taux hypothécaires ont fléchi de près d'un point depuis janvier 1995. Cependant, ils restent toujours supérieurs aux niveaux de l'an dernier, qui approchaient des creux observés il y a 30 ans.

Les intentions de construction non résidentielle ont dégringolé de 14,9%, se fixant à 0,9 milliard\$ en avril, après une performance exceptionnelle (+9,8%) en mars. Par ailleurs, la valeur des permis dans le secteur résidentiel a progressé de 1,3% pour atteindre 1,1 milliard\$ en mars, soit la première augmentation mensuelle depuis décembre 1994.

Troisième baisse de la valeur des permis de bâtir cette année



Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données présentées du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 400 municipalités représentant 93% de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les municipalités qui forment les 7% résiduels de la population sont très petites et leurs niveaux d'activité dans le secteur a une faible incidence sur l'ensemble.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (aqueducs, égouts, ouvrages de drainage, etc.), ni ceux associés au terrain.

Le nombre de logements autorisés est le nombre de logements dont la municipalité a permis la mise en chantier.

Le taux annuel est un chiffre mensuel corrigé des variations saisonnières et multiplié par 12 pour rendre compte des niveaux actuels.

Pas de revirement en vue pour le logement

Malgré l'augmentation de ce mois-ci, la valeur des permis de bâtir résidentiels est demeurée à des niveaux de récession pour le troisième mois d'affilée. La crainte de perdre son emploi que reflète la confiance des consommateurs, qui se retrouve à son plus bas niveau en un an et demi, selon le Conference Board du Canada, a été un facteur important dans l'affaissement du marché domiciliaire.

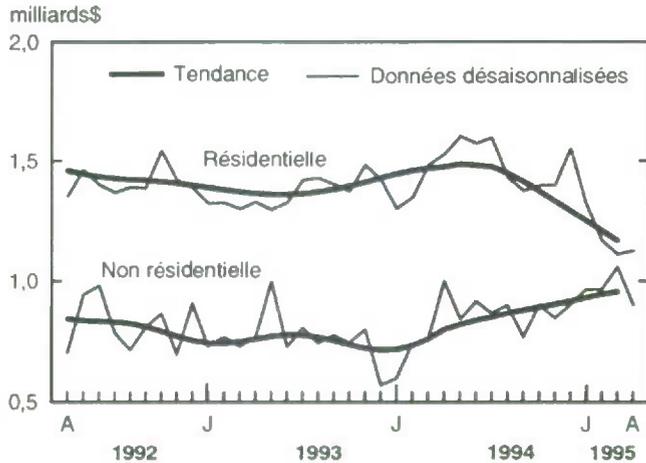
La diminution des intentions de construction domiciliaire, qui s'est amorcée au milieu de 1994, ne présente aucun indice permettant d'en prévoir la fin. Cette diminution est attribuable à la composante unifamiliale, qui représente plus de 70% de la valeur des permis résidentiels. La faiblesse des intentions de construction résidentielle s'est reflétée en avril dans les nouvelles mises en chantier d'habitations, qui ont fait un plongeon de 20,4% par rapport à janvier 1995, et dans le marché de la revente de maisons, qui est tombé à son point le plus bas en 11 ans.

Récemment, la Société canadienne d'hypothèques et de logement a révisé à la baisse son estimation du nombre de mises en chantier d'habitations pour l'année 1995 de 141 000 à 128 500 logements, reflétant mieux la diminution marquée des permis résidentiels.

En avril, une reprise subite des intentions de construction de logements multifamiliaux a expliqué l'augmentation de la valeur des permis dans le secteur résidentiel en Colombie-Britannique (+7,8%), en

Ontario (+6,4%), au Manitoba (+25,4%) et dans les Territoires du Nord-Ouest (+207,2%). Cela coïncide avec un récent repli du taux d'inoccupation pour les 26 régions métropolitaines du Canada - où il a été le plus faible en quatre ans - selon la dernière enquête de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Aucun retournement en vue pour le secteur de l'habitation



Les intentions de construction non résidentielle diminuent mais demeurent vigoureuses

Après une activité sans précédent en mars, la composante industrielle a dégringolé de 48,6% en avril, épongeant les gains des composantes commerciale et institutionnelle. La composante industrielle a piloté une chute de 14,9% dans le secteur non résidentiel et la

valeur des intentions de construction s'est établie à 0,9 milliard\$.

Les résultats de ce mois-ci n'ont rien changé à la croissance d'ensemble du secteur, qui poursuit une lente progression depuis 1994. La valeur cumulative des intentions de construction non résidentielle a augmenté de 25,7% en 1995 à comparer à 1994, particulièrement pour ce qui est des intentions de construction industrielle (+88,3%). Cela se reflète dans les intentions d'investissements privés et publics publiées en début d'année et dans le vigoureux taux d'utilisation de la capacité industrielle.

Parmi les provinces, la dégringolade des projets de construction industrielle au Québec (-76,7%) a largement contrebalancé les grands projets de construction commerciale prévus par les constructeurs de l'Ontario (+23,9%) et de la Colombie-Britannique (+38,0%).

Données stockées dans CANSIM: matrices 80 (niveaux 3 à 7, 16 à 22 et 24 à 32), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.

Le numéro d'avril 1995 de *Permis de bâtir* (64-001, 24\$/240\$) paraîtra le 13 juin 1995. Voir «Pour commander les publications». Les estimations sur les permis de bâtir pour mai 1995 seront diffusées le 5 juillet 1995.

Pour obtenir d'autres renseignements sur les statistiques, communiquez avec Joanne Bureau au (613) 951-9689. Pour obtenir des renseignements analytiques, communiquez avec Nathalie Léveillé au (613) 951-2025, Section des indicateurs courants de l'investissement, Division de l'investissement et du stock de capital. □

Valeur des permis de bâtir

Régions et types de construction	Mars 1995	Avril 1995	Mars 1995 à avril 1995	Avril 1994 à avril 1995
	données désaisonnalisées			
	millions\$		variation en %	
Canada	2 171	2 028	-6,6	-19,7
Résidentiels	1 112	1 126	1,3	-26,3
Non résidentiels	1 059	902	-14,9	-9,7
Terre-Neuve	16	10	-36,1	-53,7
Résidentiels	12	10	-20,1	-43,9
Non résidentiels	4	0	-88,2	-90,4
Île-du-Prince-Édouard	9	7	-14,6	-31,3
Résidentiels	5	4	-28,1	-51,2
Non résidentiels	3	4	6,6	20,3
Nouvelle-Écosse	67	56	-16,5	-7,6
Résidentiels	54	41	-23,3	-3,4
Non résidentiels	13	15	11,3	-17,6
Nouveau-Brunswick	41	37	-8,7	18,3
Résidentiels	18	16	-9,8	-25,2
Non résidentiels	23	22	-7,9	105,6
Québec	679	401	-40,9	-36,1
Résidentiels	216	197	-8,6	-37,8
Non résidentiels	463	204	-56,0	-34,2
Ontario	705	791	12,3	-14,7
Résidentiels	422	449	6,4	-13,9
Non résidentiels	283	342	21,1	-15,7
Manitoba	33	47	43,2	4,2
Résidentiels	17	21	25,4	-29,2
Non résidentiels	16	27	61,1	65,7
Saskatchewan	24	36	51,6	35,8
Résidentiels	11	10	-4,8	-20,3
Non résidentiels	13	26	99,4	89,8
Alberta	178	181	2,1	-20,7
Résidentiels	109	107	-1,2	-34,3
Non résidentiels	69	74	7,2	13,5
Colombie-Britannique	416	450	8,1	-16,2
Résidentiels	245	264	7,8	-31,9
Non résidentiels	172	186	8,5	24,2
Yukon	2	3	31,3	-42,2
Résidentiels	2	2	-29,7	-54,3
Non résidentiels	0	2	644,2	-22,7
Territoires du Nord-Ouest	2	6	226,6	101,4
Résidentiels	2	5	207,2	97,0
Non résidentiels	0	1	368,4	125,5

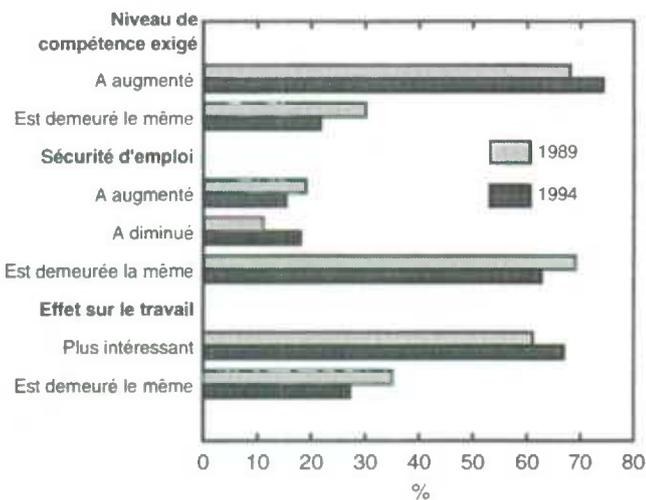
Enquête sociale générale: l'ordinateur en milieu de travail 1994

L'ordinateur fait maintenant partie intégrante de la vie professionnelle des Canadiens. Ce virage technologique influence tant la nature du travail que les connaissances requises pour l'effectuer et la perception des Canadiens quant à leur emploi.

L'introduction de l'ordinateur influence la perception que les gens ont de leur emploi

L'introduction de l'ordinateur ou l'arrivée de nouvelles technologies d'automatisation en milieu de travail continue d'avoir un impact important sur la perception qu'ont les travailleurs canadiens de leur emploi. En 1994, 34% des travailleurs considéraient avoir été «beaucoup» affectés par l'arrivée de l'ordinateur dans les cinq dernières années, et 17% se disaient «quelque peu» affectés. Parmi les utilisateurs de l'ordinateur, hommes et femmes s'entendaient, dans une proportion de 75%, pour dire que l'ordinateur avait contribué à faire augmenter le niveau de connaissances requis pour effectuer leur travail. Cette perception se retrouvait chez tous les grands groupes de professions.

L'ordinateur au travail influence la perception des utilisateurs¹ quant à leur emploi



¹ Personnes occupées ayant été beaucoup ou quelque peu affectées par l'introduction de l'ordinateur lors des cinq dernières années.

Par ailleurs, l'introduction de l'ordinateur crée un peu plus d'insécurité chez la population occupée. En

Note aux lecteurs

Le présent communiqué dévoile les premières données de l'Enquête sociale générale (ESG) de 1994, laquelle porte sur l'évolution démographique et sociale du pays ainsi que sur le style de vie des Canadiens. L'ESG de 1994 avait comme thématique principale les études, le travail et la retraite. Il s'agissait de la première reprise de cette thématique, abordée pour la première fois à l'ESG en 1989. L'enquête de 1994 met davantage l'accent sur la qualité de vie après la retraite et sur les activités la caractérisant que ne le faisait le cycle de 1989. De plus, le cycle de 1994 comprend deux nouvelles parties qui portent sur l'origine sociale et les interruptions de travail.

La population cible de l'ESG de 1994 se compose de toutes les personnes de 15 ans et plus qui habitent un ménage privé dans l'une des dix provinces du Canada. L'échantillon compte quelque 11 500 répondants, dont 10 000 personnes qui constituent l'échantillon de base, et un échantillon supplémentaire de 1 500 personnes âgées de 55 à 74 ans. Les données ont été recueillies sur 12 mois, de janvier 1994 à décembre 1994, à l'aide d'un système d'interviews téléphoniques assistées par ordinateur. Le taux de réponse de l'ESG de 1994 est de 83,4%.

1994, il y avait un peu plus d'utilisateurs (environ un sur cinq) qui considéraient que leur sécurité d'emploi avait diminué que d'utilisateurs jugeant qu'elle avait augmenté. En 1989, soit un peu avant la dernière récession, 11% des travailleurs touchés déclaraient que leur sécurité d'emploi était moins bonne à la suite de l'introduction de l'ordinateur. Toutefois, plus de la moitié des hommes et des femmes touchés par l'introduction de l'ordinateur au travail considéraient, tant en 1989 qu'en 1994, que l'informatique n'avait pas eu, dans les cinq dernières années, d'impact sur leur sécurité d'emploi.

Signalons finalement qu'en 1994 quelque deux utilisateurs sur trois trouvaient que leur travail était devenu plus intéressant suite à l'introduction de l'ordinateur.

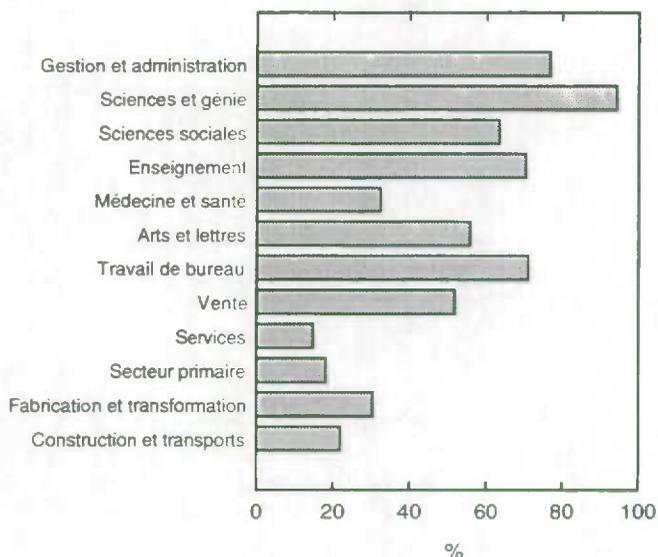
On utilise de plus en plus l'ordinateur en milieu de travail

L'utilisation de l'ordinateur en milieu de travail a fait un bond spectaculaire depuis le milieu des années 80. Alors qu'en 1987, selon le Conseil économique du Canada, environ une personne occupée sur cinq utilisait l'ordinateur au travail, la proportion a grimpé à une sur trois en 1989 et a atteint une personne sur deux (48%) en 1994, soit quelque 6 260 000 personnes occupées. En outre, 70% des travailleurs pouvant se servir d'un ordinateur avaient effectivement l'occasion de l'utiliser au travail en 1994, comparativement à 55% en 1989.

L'utilisation de l'ordinateur au travail varie selon la profession

Les professions liées à la gestion et les professions libérales sont très largement informatisées, de même que certaines professions liées aux secteurs spécialisés des services (employés de bureau). Par contre, à peine 20% des travailleurs du secteur primaire avaient à se servir d'un ordinateur au travail.

L'utilisation de l'ordinateur au travail varie selon la profession



Tout comme en 1989, les femmes occupées avaient, cinq ans plus tard, toujours proportionnellement plus tendance à utiliser l'ordinateur que les hommes (52% chez les femmes et 45% chez les hommes), et ce peu importe le groupe d'âge considéré. Cet écart était largement attribuable aux professions occupées: alors qu'une travailleuse sur quatre se trouvait dans la catégorie «travail de bureau»

en 1994, 75% d'entre elles utilisaient l'ordinateur au travail; en revanche, à peine 20% des travailleurs de la construction et des transports se servaient d'un ordinateur, et cette catégorie regroupait un homme occupé sur cinq.

On utilise l'ordinateur pour une plus grande gamme d'activités

En 1994, les personnes se servant de l'ordinateur en milieu de travail consacraient en moyenne près de la moitié de leur temps normal de travail à réaliser diverses tâches à l'ordinateur, soit près de 18 heures par semaine. La moyenne hebdomadaire en 1989 était de 16 heures. L'accroissement un peu plus faible du temps d'utilisation chez les professions où il était déjà élevé en 1989 (sciences et génie, employés de bureau) tend à démontrer que ces travailleurs se rapprocheraient du temps maximal moyen d'utilisation.

En 1994, quelque 14% des travailleurs canadiens circulaient sur l'autoroute de l'information. La circulation sur cette autoroute, mesurée par l'utilisation de serveurs de données tels qu'Internet était surtout l'affaire des travailleurs en sciences et génie (40% de ces travailleurs), en sciences sociales et en éducation (23% d'entre eux dans les deux cas). Par ailleurs, quelque 16% des travailleurs de 15 à 34 ans utilisaient un serveur de données, comparativement à 8% des travailleurs de 55 ans et plus. En outre, les hommes les utilisaient un peu plus que les femmes (15% comparativement à 11%).

Un feuillet de renseignements fournissant des informations plus détaillées sur l'utilisation de l'ordinateur en milieu de travail est également disponible. Pour obtenir une copie de ce feuillet, veuillez communiquer avec le centre régional de consultation de Statistique Canada de votre région, ou avec les responsables de l'Enquête sociale générale de 1994, Statistique Canada, Ottawa, au (613) 951-0878. Une version du feuillet est également disponible sur Internet à l'adresse suivante: <http://www@statcan.ca> ■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Enquête sur les anticipations à court terme

Tous les mois depuis presque cinq ans, Statistique Canada demande à un petit groupe d'économistes (une moyenne de 20 participants) de prévoir, pour le mois suivant, certains indicateurs économiques clés. Les participants prévoient la variation d'une année à l'autre de l'Indice des prix à la consommation et du taux de chômage, le niveau des importations et des exportations de marchandises ainsi que la variation du produit intérieur brut au coût des facteurs.

Une évaluation de la moyenne exacte des prévisions (voir *L'Observateur économique canadien* de mars 1993) a démontré une moyenne supérieure aux supérieures naïves et suggère également que la qualité des prévisions s'améliore avec le temps.

- La prévision de mai 1995 pour l'Indice des prix à la consommation est prévue à 2,6%. Les opinions varient d'un minimum de 2,0% à un maximum de 3,0%. Le mois dernier, la moyenne des prévisions (2,2%) a sous-estimé le chiffre réel de 2,5%.
- Les participants prévoient un taux de chômage de 9,5%, le chiffre minimal étant de 9,3% et le chiffre maximal, de 9,6%. Le mois dernier, la prévision de 9,7% a sous-estimé le chiffre réel de 9,4%.
- La prévision pour les exportations en avril est de 21,0 milliards\$ au lieu de 22,0 milliards\$ le mois dernier. Les opinions varient d'un minimum de 20,0 milliards\$ à un maximum de 22,0 milliards\$. La prévision actuelle des importations pour avril (19,0 milliards\$), le minimum étant de 18,0 milliards\$ et le maximum de 20,0 milliards\$, indique une baisse (0,4 milliard\$) par rapport à ce qui a été prévu le mois passé, soit 18,8 milliards\$.
- Les experts croient que la variation mensuelle du Produit intérieur brut réel pour avril sera de +0,1%. Les opinions varient largement entre un minimum de -0,5% et un maximum de +0,4%. La prévision du mois de mars (+0,2%) a surestimé le chiffre réel (-0,7%).

Le prochain communiqué paraîtra le 4 juillet 1995. Si vous désirez un ensemble complet de tableaux ou plus de renseignements concernant cette enquête, communiquez avec Diane Lachapelle au (613) 951-0568. ■

Ventes des grands magasins

Avril 1995

En avril dernier, les dépenses des consommateurs dans les grands magasins (chiffres désaisonnalisés) ont baissé de 0,5% comparativement à mars, mais ont augmenté de 4,0% par rapport à l'an passé à pareille date. Les ventes cumulatives pour les quatre mois progressent de 2,1% par rapport à avril 1994.

Après deux mois de déclin, les stocks ont augmenté légèrement de 0,5% (5 153 millions\$), et diminué de 1,7% par rapport à avril 1994 (chiffres désaisonnalisés).

Ventes et stocks des grands magasins

	Mars 1995 ^f	Avril 1995 ^p	Mars 1995 à avril 1995	Avril 1994 à avril 1995
données désaisonnalisées				
	millions\$		variation en %	
Ventes	1 133,1	1 127,1	-0,5	4,0
Stocks	5 129,1	5 152,6	0,5	-1,7

^p Données provisoires.

^f Données révisées.

En avril, les ventes non désaisonnalisées des grands magasins traditionnels totalisaient 481 millions\$, une diminution de 5,5% comparativement à avril 1994, continuant ainsi la tendance à la baisse observée dans les ventes des grands magasins traditionnels. À l'opposé, les ventes des grands magasins d'escomptes continuent à croître significativement. Les dépenses des consommateurs dans les grands magasins d'escomptes ont fait un bond de 14,8% et totalisent 563 millions\$. La même tendance a été observée quant aux ventes cumulatives, la baisse étant de 6,3% dans les grands magasins traditionnels et la hausse de 9,6% dans les grands magasins d'escomptes (comparativement à l'année précédente). Les ventes cumulatives totales ont augmenté légèrement de 1,4%.

Les ventes étaient en hausse dans toutes les provinces, à l'exception de la Colombie-Britannique où elles sont restées stables. Terre-Neuve, le Nouveau-Brunswick et le Manitoba ont profité des plus grosses augmentations, soit 14,3%, 13,2% et 13,1% respectivement.

Total des ventes des grands magasins incluant les concessions

	Avril 1995	Avril 1994 à avril 1995
	données non désaisonnalisées	
	millions\$	variation en %
Terre-Neuve	15,9	14,3
Île-du-Prince-Édouard	4,2	8,5
Nouvelle-Écosse	34,1	3,6
Nouveau- Brunswick	25,4	13,2
Québec	199,6	5,2
Ontario	427,1	3,3
Manitoba	44,6	13,1
Saskatchewan	32,4	2,6
Alberta	114,7	7,7
Colombie-Britannique, Yukon, Terri- toires du Nord-Ouest	146,0	0,1
Canada	1 044,0	4,4

Nota: Ne répondant pas à la définition d'un grand magasin, Robinson's (une division de Comark) ainsi que J.A. Ogilvy's ont été retirés de l'enquête sur les grands magasins.

Données stockées dans CANSIM: matrices 111 à 113.

L'édition d'avril 1995 de *Ventes et stocks des grands magasins* (63-002, 16\$/160\$) sera en vente en juillet. Voir «Pour commander les publications».

Pour de plus amples informations, communiquez avec Serge Dumouchel au (613) 951-2210, Section du commerce de détail, Division de l'industrie. ■

Produits chimiques industriels et résines synthétiques

Avril 1995

Les fabricants canadiens ont produit 176 003 tonnes métriques de résines de polyéthylène en avril 1995, un chiffre en hausse de 18,2% en regard des 148 896 tonnes métriques d'avril 1994.

De janvier à avril 1995, la production a totalisé 728 261 tonnes métriques, en hausse de 22,6% par rapport aux 594 122 tonnes métriques produites durant la même période en 1994.

Les données sur la production canadienne de trois autres types de résines synthétiques et de 24 produits chimiques industriels sont également disponibles pour le mois d'avril 1994 et d'avril 1995.

Données stockées dans CANSIM: matrice 951.

Le numéro de d'avril 1995 de *Produits chimiques industriels et résines synthétiques* (46-002, 6\$/60\$) paraîtra à une date ultérieure.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Suzette DesRosiers au (613) 951-9836, Division de l'industrie. ■

Faits saillants de la revue des céréales et des graines oléagineuses

Mars 1995

Les travaux des champs dans les provinces des Prairies ont commencé à la fin du mois d'avril malgré le froid, le temps pluvieux et des inondations majeures dans l'est de la Saskatchewan et l'ouest du Manitoba et ont retardé et entravé les livraisons des céréales aux éleveurs.

Les fermiers ont indiqué à Statistique Canada que leurs intentions ce printemps étaient de semer considérablement plus d'orge et de graine de lin et un peu plus de blé de printemps, mais moins de blé dur et de canola. Cependant, il peut y avoir des changements dans les cultures qui seront semées plus tard si le temps ne s'améliore pas.

Le numéro de mars de *La revue des céréales et des graines oléagineuses* (22-007, 15\$/144\$) paraîtra plus tard en juin. Voir «Pour commander les publications».

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec Jeannine L. Fleury, au (613) 951-3859, ou avec Karen Gray, au (204) 983-2856, Sous-section de la commercialisation des céréales, Division de l'agriculture. ■



CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX

Les Centres de consultations régionaux de Statistique Canada offrent une gamme complète des produits et services. On y trouve une bibliothèque et un comptoir de vente où les utilisateurs peuvent consulter ou acheter nos différents produits, dont nos publications, disquettes de micro-ordinateurs et CD-ROM, microfiches et cartes.

Chaque centre vous offre la possibilité d'extraire de l'information des systèmes de retrait de données informatisées CANSIM et E-STAT. Un service téléphonique de renseignements est également disponible; ce service est gratuit pour les clients se trouvant à l'extérieur des secteurs d'appels locaux. On y offre également plusieurs autres services utiles, allant des séminaires aux consultations. Pour plus d'informations, téléphonez ou écrivez au Centre de consultation de votre région.

**Terre-Neuve, Labrador,
Île-du-Prince-Édouard,
Nouvelle-Écosse et
Nouveau-Brunswick**
Services consultatifs
Statistique Canada
Centre North American Life
1770, rue Market
Halifax, (N.-É.)
B3J 3M3

Appel local: (902) 426-5331
Sans frais: 1-800-565-7192
Télécopieur: 1-902-426-9538

Québec

Services consultatifs
Statistique Canada
200, boul. René-Lévesque Ouest
Complexe Guy-Favreau
4^e étage, Tour Est
Montréal (Qc)
H2Z 1X4

Appel local: (514) 283-5725
Sans frais: 1-800-361-2831
Télécopieur: 1-514-283-9350

Région de la capitale nationale

Services consultatifs
Centre de consultation statistique
(RCN)
Statistique Canada
Rez-de-chaussée, imm. R.-H.-Coats
Tunney's Pasture
Ottawa (Ont.)
K1A 0T6

Appel local: (613) 951-8116

Si vous demeurez à l'extérieur de la zone de communication locale, veuillez composer le numéro sans frais d'interurbain pour votre province.
Télécopieur: 1-613-951-0581

Ontario

Services consultatifs
Statistique Canada
10^e étage, imm. Arthur Meighen
25, avenue St. Clair Est
Toronto (Ont.)
M4T 1M4

Appel local: (416) 973-6586
Sans frais: 1-800-263-1136
Télécopieur: 1-416-973-7475

Manitoba

Services consultatifs
Statistique Canada
Édifice MacDonald
344, rue Edmonton, pièce 300
Winnipeg (Man.)
R3B 3L9

Appel local: (204) 983-4020
Sans Frais: 1-800-661-7828
Télécopieur: 1-204-983-7543

Saskatchewan

Services consultatifs
Statistique Canada
Tour Avord, 9^e étage
2002, avenue Victoria
Regina (Sask.)
S4P 0R7

Appel local: (306) 780-5405
Sans frais: 1-800-667-7164
Télécopieur: 1-306-780-5403

Sud de l'Alberta

Services consultatifs
Statistique Canada
First Street Plaza
Pièce 401
138,4^e avenue Sud-est
Calgary (Alb.)
T2G 4Z6

Appel local: (403) 292-6717
Sans frais: 1-800-862-5616
Télécopieur: 1-403-292-4958

Alberta et Territoires du Nord-Ouest

Services consultatifs
Statistique Canada
8^e étage, Park Square
10001, Bellamy Hill
Edmonton (Alb.)
T5J 3B6

Appel local: (403) 495-3027
Sans Frais: 1-800-563-7828
Télécopieur: 1-403-495-5318

Colombie-Britannique et Yukon

Services consultatifs
Statistique Canada
Centre Sinclair
757, rue Hastings Ouest, pièce 440F
Vancouver (C.-B.)
V6C 3C9

Appel local: (604) 666-3691
Sans frais: 1-800-663-1551
Télécopieur: 1-604-666-4863

Appareils de télécommunications pour les malentendants

Sans frais: 1-800-363-7629